

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

13 mai 2013

AVIS DE SUBSIDIARITÉ

**Proposition de règlement du Parlement européen
et du Conseil relatif à la protection
des personnes physiques à l'égard du traitement
des données à caractère personnel
et à la libre circulation de ces données
(règlement général sur la protection des données),
COM(2012)0011**

**Proposition de directive du Parlement européen
et du Conseil relative à la protection
des personnes physiques à l'égard du traitement
des données à caractère personnel par les autorités
compétentes à des fins de prévention et de détection
des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites
en la matière ou d'exécution de sanctions pénales,
et à la libre circulation de ces données,
COM(2012)0010**

RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Document précédent:

Doc 53 **2145/ (2011/2012):**
001: Rapport.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

13 mei 2013

SUBSIDIARITEITSADVIES

**Voorstel voor een verordening van het Europees
Parlement en de Raad betreffende de bescherming
van natuurlijke personen in verband
met de verwerking van persoonsgegevens en
betreffende het vrije verkeer van die gegevens
(algemene verordening gegevensbescherming),
COM(2012)0011**

**Voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement
en de Raad betreffende de bescherming
van natuurlijke personen in verband
met de verwerking van persoonsgegevens door
bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming,
het onderzoek, de opsporing en de vervolging van
strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen,
en betreffende het vrije verkeer van die gegevens,
COM(2012)0010**

ANTWOORD VAN DE EUROPESE COMMISSIE

Voorgaand document:

Doc 53 **2145/ (2011/2012):**
001: Verslag.

6087

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedeker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:

DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA:	Questions et Réponses écrites
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
PLEN:	Séance plénière
COM:	Réunion de commission
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties:

DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Plenum
COM:	Commissievergadering
MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
e-mail : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be



COMMISSION EUROPEENNE

Bruxelles, 7.5.2013
C(2013) 2517 final

Monsieur André FLAHAUT
Président
Chambre des Représentants
Place de la Nation, 2
B – 1008 BRUXELLES

Monsieur le Président,

La Commission remercie la Chambre des Représentants pour son avis sur la proposition de règlement et la proposition de directive présentées par la Commission le 25 janvier 2012 révisant le cadre législatif européen existant en matière de protection des données¹ et s'excuse pour sa réponse tardive.

Je souhaite souligner que le paquet "Protection des données", proposé par la Commission en janvier dernier, vise à établir un cadre exhaustif, cohérent, solide et moderne de la protection des données pour l'Union européenne. Il profiterait en premier lieu aux personnes physiques, en renforçant leurs droits et libertés fondamentaux vis-à-vis des traitements de données personnelles et leur confiance dans l'environnement numérique.

Il simplifierait, en outre, considérablement l'environnement juridique dans lequel évoluent les entreprises et le secteur public. Le développement de l'économie numérique au sein et au-delà du marché unique européen devrait en être stimulé, conformément aux objectifs établis dans la stratégie Europe 2020 et dans la stratégie numérique pour l'Europe. Enfin, la réforme devrait accroître la confiance entre les autorités publiques du secteur police-justice des Etats membres et devrait faciliter dès lors les échanges d'information entre ces autorités ainsi que la coopération dans la lutte contre les formes graves de criminalité en Europe, tout en garantissant aux personnes physiques un niveau élevé de protection.

¹ La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (COM(2012) 11 final) et la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales et à la libre circulation de ces données (COM(2012) 10 final).

Le paquet "Protection des données" répond également aux demandes exprimées par les co-législateurs, le Conseil² et le Parlement européen³, ainsi qu'à celles des milieux intéressés en vue d'un cadre juridique renforcé, fondé sur des standards élevés et sur une approche exhaustive.

Le choix du règlement, le rôle des comités sectoriels

La proposition de la Commission vise bien à renforcer le droit à la protection des données des individus, en clarifiant et développant certaines des dispositions de la directive actuelle, pour tenir compte notamment des défis posés par les nouvelles technologies et la mondialisation. La proposition de règlement harmonise davantage les règles européennes en matière de protection des données afin d'assurer un niveau de protection élevé et équivalent au sein de l'Union et sur cette base garantir ainsi l'échange des données personnelles sans entraves dans le cadre du marché unique. Les Etats membres garderaient une marge de manœuvre dans les cas - et dans les limites - prévus par le règlement lui-même, par exemple dans le cadre des traitements effectués par le secteur public ou en matière d'emploi et de santé.

La proposition ne remet pas en cause les comités sectoriels organisés sous l'égide de la Chambre des Représentants et de l'Autorité de protection des données. La proposition de la Commission ne remet pas non plus en cause la légitimité des traitements de données qui ont déjà été autorisés par les autorités nationales de protection des données ou des comités sectoriels, qu'il s'agisse des numéros d'identification nationaux ou de la gestion de la sécurité sociale. Rien dans le règlement ne s'oppose à ce que les traitements de données dans le secteur public soient effectués sur la base d'autorisations accordées après consultation ou à la demande d'un comité sectoriel. Les futures décisions de ces comités sectoriels devraient naturellement se conformer aux nouveaux principes introduits par le règlement, en les adaptant au contexte particulier du traitement considéré. Le règlement proposé s'inspire très largement des principes existants tout en les modernisant pour tenir compte de nouveaux risques. Il constitue une base de travail à même de renforcer la pertinence des décisions et avis des comités sectoriels.

Le rôle du futur Comité consultatif de protection des données

La Commission partage votre avis sur l'importance du rôle du Comité Européen à la Protection des Données. La Commission a considérablement renforcé le rôle de ce futur Comité consultatif de protection qui se substituerait au groupe institué par l'article 29 de la directive 95/46. Le Comité aurait en particulier un rôle important à jouer afin d'encourager une application correcte et uniforme du droit européen, grâce aux avis qu'il délivrera dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de cohérence (articles 58 et 66 du règlement). Ceci faciliterait la mise en œuvre uniforme des règles européennes par les autorités nationales. La Commission ne devrait intervenir que si le mécanisme de cohérence ne fonctionne pas correctement et le cas échéant afin d'assurer l'application correcte et uniforme du droit européen y compris la garantie de la libre circulation des données entre les Etats membres (articles 60 et 62).

² Conclusions du Conseil relatives à la communication de la Commission intitulée «Une approche globale de la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne» 3071e réunion du Conseil «Justice et affaires intérieures» des 24 et 25 février 2011

³ Résolution du Parlement européen du 6 juillet 2011 sur une approche globale de la protection des données à caractère personnel dans l'Union européenne P7_TA_(2011)0323.

Les actes délégués et actes d'exécution

La proposition confère à la Commission le pouvoir d'adopter des actes délégués conformément à l'article 290 du TFUE. Ces actes délégués concernent des éléments non essentiels de la proposition. Les objectifs, le contenu, la portée et la durée de la délégation de pouvoir sont délimités explicitement dans la proposition.

L'adoption par la Commission d'actes délégués s'exerce sous le contrôle du Parlement européen et du Conseil, il importe particulièrement que la Commission procède aux consultations appropriées tout au long de son travail préparatoire, y compris au niveau des experts. Durant la phase de préparation et de rédaction des actes délégués, la Commission devrait transmettre simultanément, en temps utile et en bonne et due forme, les documents pertinents au Parlement européen et au Conseil.

Conformément au Traité, les délégations de pouvoir figurant dans la proposition de règlement visent à ajouter ou modifier certains éléments non-essentiels à l'acte de base, en vue, notamment, de prendre en compte de façon flexible de futurs développements technologiques. A titre d'exemple, les actes délégués prévus à l'Article 17 (droit à l'oubli) pourront permettre de spécifier les règles sur l'effacement des données par le titulaire du traitement par rapport à des secteurs ou situations spécifiques et de tenir compte également des évolutions technologiques (développement de nouveaux outils ou techniques informatiques, par exemple). Spécifier ceci en détail dans le texte du Règlement risquerait de le rendre trop rigide et d'affecter le caractère technologiquement neutre de la proposition.

Par ailleurs, la proposition confère à la Commission le pouvoir d'adopter des actes d'exécution conformément à l'article 291 du TFEU. Cette compétence est prévue lorsqu'il est nécessaire que la Commission intervienne pour fixer des conditions uniformes de mise en œuvre des textes proposés.

Des actes d'exécution sont proposés pour des aspects relevant exclusivement de la mise en œuvre technique et pratique qui requiert une application uniforme au niveau européen, conformément à l'article 291 du TFUE. Il en est ainsi par exemple des Articles 12 et 14 sur les formulaires et les procédures nécessaires pour faciliter l'exercice de leurs droits par les individus, ou bien le format et les procédures pratiques pour la notification et la communication des failles de sécurité définies aux articles 35 et 36.

Bien que la proposition de Règlement de la Commission soit détaillée et spécifique afin de garantir une réelle harmonisation au niveau de l'Union, la possibilité d'adopter des mesures d'exécution et des actes délégués permet au texte de garder le niveau de souplesse nécessaire et garantir l'applicabilité du Règlement à de nouvelles situations et aux développements technologiques.

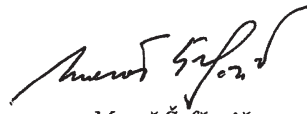
La Directive pour la coopération en matière de police et de justice pénale

La Commission se félicite de ce que la Chambre des représentants accueille favorablement le choix d'une directive concernant les traitements des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales et la libre circulation de ces données. La Commission souligne

toutefois que ceci ne devrait pas conduire à un abaissement du niveau de protection garanti en Belgique pour ce secteur.

La Commission espère que ces clarifications répondent aux commentaires faits dans votre avis.

En espérant que ces précisions auront permis de répondre aux préoccupations exprimées dans l'avis de la Chambre des Représentants, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.



Maroš Šefčovič
Vice-président



EUROPESE COMMISSIE

*Brussel, 7.5.2013
C(2013) 2517 final*

*De heer André FLAHAUT
Voorzitter
Kamer van
Volksvertegenwoordigers
Natieplein 2
B-1008 Brussel*

Geachte heer Voorzitter,

De Commissie dankt de Kamer van Volksvertegenwoordigers van harte voor het advies betreffende de voorstellen van de Europese Commissie van 25 januari 2012 voor een verordening en een richtlijn tot herziening van het huidige Europese wetgevingskader op het gebied van gegevensbescherming¹, en verontschuldigt zich voor het laattijdige antwoord.

Ik wil erop wijzen dat het pakket 'Gegevensbescherming', dat door de Commissie in januari van vorig jaar werd voorgesteld, tot doel heeft een uitputtend, samenhangend, degelijk en modern kader voor de bescherming van persoonsgegevens in de Europese Unie in te stellen. In de eerste plaats zou dit in het voordeel zijn van natuurlijke personen, omdat hun grondrechten en –vrijheden met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens en hun vertrouwen in de digitale wereld zouden worden versterkt.

Bovendien zou het wettelijk kader voor ondernemingen en de overheidssector aanzienlijk worden vereenvoudigd. Overeenkomstig de doelstellingen van de Europa 2020-strategie en de Digitale agenda voor Europa zou de ontwikkeling van de digitale economie binnen en buiten de Europese eengemaakte markt hierdoor worden gestimuleerd. Ten slotte zou de hervorming moeten leiden tot een groter vertrouwen tussen de politieke en justitiële autoriteiten van de lidstaten en zou ze dus de informatie-uitwisseling tussen deze overheden en de samenwerking in de strijd tegen de zware criminaliteit in Europa moeten bevorderen. Natuurlijke personen zouden daardoor zeker zijn van een hoog beschermingsniveau.

¹ Voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (COM(2012) 11 final) en voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van straffen, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens (COM(2012) 10 final).

Het pakket 'Gegevensbescherming' komt ook tegemoet aan de eisen van de medewetgevers – de Raad² en het Europees Parlement³ – en belanghebbenden met het oog op een versterkt wetgevingskader dat op strengere normen en een allesomvattende aanpak is gebaseerd.

De keuze voor een verordening, de rol van de sectorale comités

Het voorstel van de Commissie heeft tot doel het recht op bescherming van persoonsgegevens te versterken door enkele bepalingen van de huidige richtlijn toe te lichten en uit te werken, zodat met name rekening kan worden gehouden met nieuwe technologieën en de mondialisering. Het voorstel voor een verordening harmoniseert de Europese regels inzake gegevensbescherming nog meer, zodat in de Europese Unie een betere en gelijkwaardigere bescherming wordt verzekerd en het vrije verkeer van persoonsgegevens in het kader van de eengemaakte markt wordt gegarandeerd. De lidstaten zouden een zekere bewegingsvrijheid behouden in de gevallen - en binnen de grenzen - waarin door de verordening wordt voorzien, bijvoorbeeld in het kader van gegevensverwerking door de overheidssector of op het gebied van werkgelegenheid en gezondheid.

Het voorstel stelt de sectorale comités onder auspiciën van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en de gegevensbeschermingsautoriteit niet ter discussie. Het voorstel van de Commissie stelt evenmin de legitimiteit ter discussie van gegevensverwerkingen die reeds door nationale gegevensbeschermingsautoriteiten of sectorale comités werden toegestaan, of het nu om nationale identificatienummers of socialezekerheidsnummers gaat. Niets in deze verordening belet dat gegevensverwerkingen in de overheidssector worden uitgevoerd met de toestemming die na raadpleging is verleend of op verzoek van een sectoraal comité. In de toekomst zouden de besluiten van deze sectorale comités uiteraard in overeenstemming moeten zijn met de nieuwe beginselen van de verordening, door deze aan te passen aan de specifieke context van de gegevensverwerking in kwestie. De voorgestelde verordening is in zeer grote mate geïnspireerd op de huidige beginselen, maar moderniseert deze met het oog op nieuwe risico's. Ze biedt een grondslag om de relevantie van de besluiten en adviezen van de sectorale comités te versterken.

De rol van het toekomstig Raadgevend Comité voor gegevensbescherming

De Commissie stemt in met uw advies over het belang van de rol van het Europees Comité voor gegevensbescherming. De Commissie heeft de rol van dit toekomstig Raadgevend Comité voor gegevensbescherming, dat in de plaats zou komen van de Groep die is ingesteld bij artikel 29 van Richtlijn 95/46, aanzienlijk versterkt. Het Comité zou met name een belangrijke rol spelen in het stimuleren van een correcte en eenvormige toepassing van het Europees recht, dankzij de adviezen in het kader van de

² Conclusies van de Raad betreffende de mededeling van de Commissie 'Een integrale aanpak van de bescherming van persoonsgegevens in de Europese Unie', 3071ste bijeenkomst van de Raad Justitie en binnenlandse zaken van 24 en 25 februari 2011.

³ Resolutie van het Europees Parlement van 6 juli 2011 over een integrale aanpak van de bescherming van persoonsgegevens in de Europese Unie P7_TA_(2011) 0323.

tenuitvoerlegging van het consistentiemechanisme (artikelen 58 en 66 van de verordening). Dat zou een eenvormige toepassing van de Europese regels door de nationale autoriteiten bevorderen. De Commissie zou slechts hoeven in te grijpen als het consistentiemechanisme niet correct functioneert en, indien nodig, om te verzekeren dat het Europees recht correct en eenvormig wordt toegepast, inclusief het waarborgen van vrij verkeer van gegevens tussen de lidstaten (artikelen 60 en 62).

Gedelegeerde handelingen en uitvoeringshandelingen

Het voorstel geeft de Commissie de bevoegdheid om overeenkomstig artikel 290 VWEU de gedelegeerde handelingen aan te nemen. Deze gedelegeerde handelingen hebben betrekking op niet-essentiële onderdelen van het voorstel. De doelstellingen, de inhoud, de strekking en de duur van de bevoegdheidsdelegatie zijn duidelijk afgebakend in het voorstel.

De goedkeuring van gedelegeerde handelingen door de Commissie gebeurt onder toezicht van het Europees Parlement en de Raad. Het is met name van belang dat de Commissie tijdens haar voorbereidende werkzaamheden het nodige overleg pleegt, ook op deskundigenniveau. De Commissie moet er bij de voorbereiding en opstelling van de gedelegeerde handelingen voor zorgen dat de desbetreffende documenten tijdig en op gepaste wijze gelijktijdig worden toegezonden aan het Europees Parlement en de Raad.

Overeenkomstig het Verdrag hebben de bevoegdheidsdelegaties in het verordeningenvoorstel tot doel bepaalde niet-essentiële onderdelen aan het basisbesluit toe te voegen of te wijzigen, met name om op een flexibele manier rekening te kunnen houden met toekomstige technologische ontwikkelingen. Bij wijze van voorbeeld zouden door de gedelegeerde handelingen waarin artikel 17 (het recht om te worden vergeten) voorziet, de regels kunnen worden verduidelijkt voor het verwijderen van gegevens door de voor de verwerking verantwoordelijke in specifieke domeinen of situaties, en zou rekening kunnen worden gehouden met technologische evoluties (bijvoorbeeld de ontwikkeling van nieuwe IT-instrumenten of -technieken). Als dit in de tekst van de verordening te gedetailleerd zou worden beschreven, bestaat het gevaar dat de verordening te streng wordt en dat de technologische neutraliteit van het voorstel wordt aangetast.

Voorts geeft het voorstel de Commissie de bevoegdheid om overeenkomstig artikel 291 VWEU de uitvoeringshandelingen aan te nemen. De Commissie wordt daartoe bevoegd gemaakt omdat ze moet kunnen tussenkomen om eenvormige uitvoeringsvoorwaarden voor de voorgestelde teksten te stellen.

Deze uitvoeringshandelingen worden voorgesteld voor aspecten die alleen te maken hebben met de technische en praktische uitvoering, waarvoor overeenkomstig artikel 291 VWEU een eenvormige toepassing op Europees niveau is vereist. Dat geldt bijvoorbeeld voor de artikelen 12 en 14 over de nodige formulieren en procedures waarmee personen hun rechten beter kunnen uitoefenen, of voor de artikelen 35 en 36 over het formaat en de procedures voor het melden en communiceren van beveiligingsgebreken.

Hoewel het verordeningenvoorstel van de Commissie gedetailleerd en specifiek is zodat een echte harmonisatie op het niveau van de Unie kan worden verzekerd, biedt de mogelijkheid om uitvoeringsmaatregelen en gedelegeerde handelingen goed te keuren de

noodzakelijke flexibiliteit. Daardoor wordt ook verzekerd dat de verordening aan nieuwe omstandigheden en technologische ontwikkelingen kan worden aangepast.

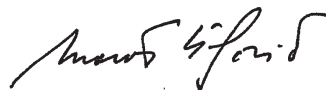
Richtlijn voor politieke en strafrechtelijke samenwerking

De Commissie is verheugd dat de Kamer van Volksvertegenwoordigers positief staat tegenover de richtlijn betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens door bevoegde autoriteiten met het oog op de voorkoming, het onderzoek, de opsporing en de vervolging van strafbare feiten of de tenuitvoerlegging van strafrechtelijke sancties, en betreffende het vrije verkeer van die gegevens. De Commissie beklemtoont evenwel dat dit in België niet hoeft te leiden tot een lager beschermingsniveau op dit gebied.

De Commissie hoopt dat ze met deze toelichtingen een antwoord heeft gegeven op de commentaren in uw advies.

Ik hoop dat ik met deze nadere gegevens tegemoet ben gekomen aan de bedenkingen in het advies van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Hoogachtend,



Maroš ŠEFČOVIČ
Vicevoorzitter